Défossilisation

Le changement climatique a des effets négatifs sur tous les droits humains. L'élimination progressive des combustibles fossiles est essentielle pour atténuer le changement climatique et les nombreux autres effets négatifs des combustibles fossiles sur les droits humains et l'environnement : la défossilisation est une obligation juridique pour les États et une responsabilité pour les entreprises.

Impacts des combustibles fossiles

charbon, pétrole et gaz



Ils causent des déplacements, portent atteinte aux territoires et aggravent les inégalités économiques structurelles.

Ils sont la principale cause du changement climatique et contribuent également à la perte de biodiversité.

Ils sont associés à plus de 8 millions de décès chaque année.

Ils provoquent une pollution toxique ayant des impacts intergénérationnels sur la santé.

Obligations en matière de droits humains

Prendre en compte les impacts négatifs de l'ensemble du cycle de vie des combustibles fossiles sur les droits humains (vie, santé, alimentation, eau, culture).

Prévenir la discrimination et garantir l'équité intergénérationnelle.

Assurer la protection des droits humains des peuples autochtones, des paysans, des femmes, des enfants, des travailleuses et travailleurs.

Défis de la défossilisation

Dépasser la « vision tunnel du carbone » afin de prendre en compte et prévenir tous les impacts négatifs sur les droits humains.

Supprimer progressivement les subventions et lutter contre les transactions financières illicites.

Faire face au « manuel » de l'obstruction climatique, notamment la désinformation, l'écoblanchiment et l'utilisation de poursuites-bâillons contre les défenseuses et défenseurs des droits humains liés à l'environnement.

Recommandations

États

- Adopter des lois et des plans contraignants pour défossiliser l'ensemble de l'économie.
- Interdire les nouvelles explorations, la fracturation hydrauliques et le torchage du gaz.
- Assurer la protection des travailleuses et travailleurs ainsi que des défenseuses et défenseurs des droits humains liés à l'environnement.

Entreprises et bailleurs de fonds

- Élaborer des plans de défossilisation de manière participative, incluant la responsable des activités liées aux combustibles fossiles et des mesures de réparation pour les atteintes aux droits humains et à l'environnement.
- S'abstenir d'exercer une influence commerciale indue sur les politiques publiques afin de retarder la transition énergétique.

Défossiliser nos économies est indispensable pour protéger les droits humains et garantir une vie digne aux générations présentes et futures.

Tous les États devraient lancer des débats publics inclusifs sur la défossilisation et la protection des droits humains.



SPECIAL PROCEDURES
UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS COUNCIL

AIDA